

# **KADHAFI, le commerce, les droits de l'homme et la real politik**

Chantre des Etats-Unis d'Afrique, médiateur dans le conflit interne qui couve au Tchad, c'est avec une virginité toute retrouvée que le leader libyen a foulé le sol français. La visite officielle, qui n'a pas été sans polémiques, de Muammar KADHAFI du 10 au 15 décembre 2007, plus d'une vingtaine d'années après avoir échappé au raid américain de Tripoli est le fruit d'une stratégie orchestrée de main de maître visant la fin de son isolement diplomatique.

En effet, en septembre 2003, le conseil de sécurité des Nations unies a levé les sanctions imposées depuis 1992. En décembre 2003, le leader libyen renonça officiellement aux armes de destruction massives et en mars 2004, son pays signa le protocole additionnel du Traité de non Prolifération Nucléaire. Ces deux décisions ont constitué sans nul doute un habile coup politique.

La levée des boucliers du PS, du Modem et de certaines organisations de protection des droits de l'homme qui a accompagné cette visite témoigne de l'ambiguïté et de la fascination qu'inspire KADHAFI, et dont la personnalité et les droits de l'homme étaient au menu de la visite. Se pose ainsi l'adéquation entre la notion ambiguë des droits de l'homme et le commerce. La Libye dispose en effet d'importantes réserves de pétrole et de gaz, dont l'importance est stratégique pour les puissances occidentales.

Le rapprochement avec ces dernières, dont la France, est la conséquence du volet économique des signes d'ouverture du pays, en témoigne la politique d'assouplissement de sa réglementation en matière économique, synonyme d'ouverture du marché libyen. Depuis 2002 en effet, un plan d'investissement de 35 milliards de dollars accessible aux capitaux étrangers à hauteur de 30 à 40% dans les domaines des infrastructures et de la pétrochimie a été initié.

Ce pays s'est ainsi engouffré dans la brèche ouverte par la mondialisation économique, par l'exemple chinois et enfin par la volonté des grandes puissances, motivées par l'intérêt national de privilégier la diplomatie économique.

La Libye, à l'instar de la Chine, devient, au nom de la « real politik » un allié de circonstance. KADHAFI, fin tacticien, habile, doté d'un pouvoir d'attraction, met à profit la porte ouverte laissée par les dirigeants chinois pour lesquels le développement économique prime sur tout autre domaine, et met ainsi en lumière la conversion à la real politik de la politique étrangère de la France.

**Pierre-Paul DIKA,  
Docteur en droit, conseiller scientifique auprès de l'IDRP,  
Consultant en politique internationale, Reims.**

**Décembre 2007**